

L'Édito : "Les particularismes allemands" par Michel MEYER

Écrivain et journaliste, Michel Meyer a été correspondant en Allemagne pendant une quinzaine d'année au service de la télévision publique française, au point de devenir un des meilleurs connaisseurs de sa culture.

Vu de Paris, on s'interroge sur les chiffres allemands dans cette crise sanitaire mondiale : plus de cas déclarés qu'en France, dix fois moins de décès, et une activité économique qui reste beaucoup plus soutenue que chez nous. Assisté-t-on à un nouveau miracle allemand ?

C'est oublier qu'existent une multitude de PME au plus profond de l'Allemagne, championnes du monde dans le domaine de la machine-outils bien sûr, mais aussi dans celui des équipements hospitaliers et autres matériels utiles dans les blocs opératoires et les services de réanimation. Il en va de même pour la production de ces fameux masques et blocs tests coronavirus si nécessaires aujourd'hui. Ces PME allemandes ont su faire preuve, dès le début de la crise, de cette réactivité impressionnante qu'on leur connaît en situation d'urgence.

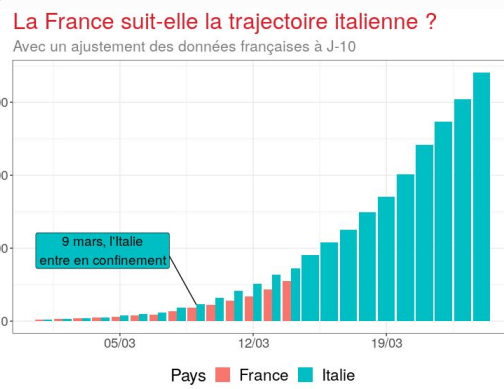
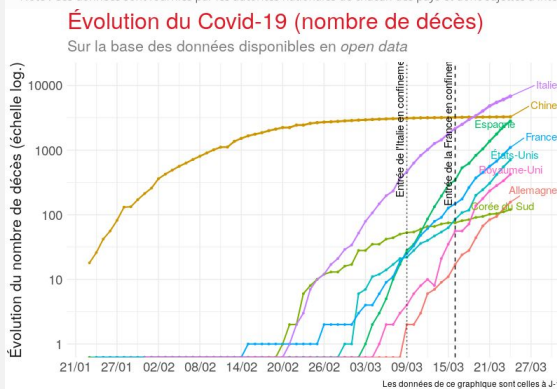
Cette mise à disposition rapide et efficace des moyens adaptés à la première riposte a été organisée par l'Etat fédéral plus que par les Länders. Elle explique ce « copier-coller » du mode d'action sud coréen, unique en Europe à laquelle nous avons assisté en Allemagne : tests massifs sur la population, et isolement immédiat des patients infectés.

A cette colonne des plus, il faut ajouter un autre facteur notable, souvent méconnu : une véritable culture allemande de l'urgence et des plans de risques dans les entreprises, éprouvés presque partout deux fois par an. Cette culture, héritée des traumatismes profonds et enfouis de la deuxième guerre mondiale, a trouvé ici un terrain d'application exemplaire.

Est-ce à dire que l'Allemagne sortira relativement épargnée de la crise du coronavirus ? Certainement pas. Le choc économique est mondial et le moral des entrepreneurs allemands en berne. La montée du nombre de patients infectés fait craindre aussi une possible saturation des moyens existants, même si les excellentes relations industrielles avec la Chine ont déjà permis de mettre en place des ponts aériens de fournitures complémentaires. Il reste une nouvelle fois que l'Allemagne est en passe de se singulariser en Europe.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
Italie	6820	69176	5249	743	9,9	12
Espagne	2808	39885	4749	497	7,0	22
France	1100	22304	2430	240	4,9	28
États-Unis	706	53740	10073	154	1,3	28
Royaume-Uni	423	8149	1438	87	5,2	26
Allemagne	157	32986	3930	34	0,5	28
Corée du Sud	120	9037	76	9	1,3	8
Chine	3277	81180	64	7	4,0	0

* Note : Ces données sont fournies par les autorités nationales de chacun des pays et donc sujettes à interprétation



Regard d'expert : le Covid-19 aux États-Unis



Jean-David LEVITTE est senior policy advisor pour le groupe ESL & Network. Il a eu une carrière diplomatique remarquable, marquée dans un premier temps par un passage à l'Élysée aux côtés du Président Giscard d'Estaing de 1975 à 1981. De 1995 à 2000, il a été le Conseiller diplomatique et Sherpa du Président Jacques Chirac. Entre temps, il a notamment occupé les fonctions d'Ambassadeur de la France aux Nations-Unies à Genève. De 2007 à 2012, il a été le conseiller diplomatique et Sherpa du Président Nicolas Sarkozy. De 2003 à 2007, il a été Ambassadeur à Washington pendant la difficile période de la guerre en Irak. De 2000 à 2002, il a été Ambassadeur à l'ONU à New York, président le Conseil de Sécurité lors des attaques du 11 septembre 2001.

Dans tous les pays frappés par l'épidémie du coronavirus, l'impact se situe à trois niveaux : sanitaire, économique et politique. C'est particulièrement vrai aux États Unis, qui sont en pleine campagne électorale pour élire, le 3 novembre prochain, leur Président, mais aussi les 435 membres de la Chambre des Représentants, 35 des 100 sénateurs, 13 des 50 gouverneurs, et des milliers d'élus locaux.

Face à la crise, Trump a d'abord été dans le déni le plus total. Quelques jours plus tard, il s'est proclamé « général en chef de la guerre » contre le virus. Cette volte-face lui a coûté quelques points dans les sondages, qu'il a récupérés depuis. La situation politique est très fluide et l'issue des scrutins, très ouverte, dépendra des deux autres facteurs.

La gestion de l'épidémie d'abord. Aujourd'hui, 51.000 cas ont été recensés, dont la moitié à New York, et le chiffre augmente très rapidement. Deux différences marquantes par rapport à la France (22.000 cas) doivent être soulignées : il s'agit d'un État fédéral ce qui explique que le confinement n'ait été décidé à ce jour que dans quelques États seulement, notamment la Californie, l'Etat de New York et l'Illinois (Chicago). Surtout, des dizaines de millions d'Américains n'ont aucune assurance santé, ce qui ne les incite pas à se rendre dans les hôpitaux en cas de signes de coronavirus. Cette crise pourrait bien relancer, comme thème majeur de la campagne électorale, le débat récurrent sur le système de santé aux États Unis.

La gestion économique et financière de la crise ensuite : dans un climat de

surenchère électorale, et au terme d'une bataille partisane, le Congrès est parvenu à un accord sur un paquet considérable de mesures en faveur des familles et des entreprises : il approche la somme colossale de 2000 milliards \$, soit 10% du PIB annuel, alors que le déficit du budget dépasse déjà 5%...

En revanche, il est un sujet qui fait aujourd'hui l'unanimité aux États Unis : la volonté de s'opposer par tous les moyens à l'émergence de la Chine comme première puissance mondiale. Sur ce sujet, Trump bénéficie du soutien du Congrès, du Pentagone, de la CIA et d'une vaste majorité de l'opinion. La crise du coronavirus va inciter les États Unis à accentuer leur volonté de retirer une partie de leurs entreprises du territoire chinois. Et surtout à tenter de priver la Chine de tout accès aux technologies américaines les plus avancées. De son côté, la Chine, qui sort de la crise du coronavirus, se sent prête à relever le défi et à accroître encore ses investissements massifs dans l'intelligence artificielle, la robotique et les sciences de la vie, pour en devenir le leader mondial incontesté.

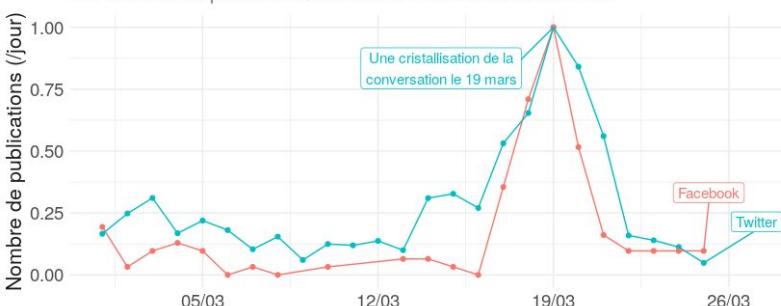
Quelle que soit l'issue de la bataille électorale aux États Unis, et en particulier du match annoncé entre Trump et Biden, dans la durée, c'est ce duel qui va marquer les années qui viennent. Pour l'Union européenne, le choix est simple : soit nous sommes capables d'affirmer et de mettre en œuvre une volonté et une ambition collectives dans ces mêmes domaines clés pour l'avenir du monde, comme le proposent la France et la Commission, soit nous serons le champ de bataille privilégié de la confrontation entre Washington et Pékin, comme on le voit déjà avec Huawei.

De l'opposition à la réforme des retraites à la revendication du droit de retrait pour les salariés non confinés - Depuis le 1er mars, plus de 73 888 mentions de l'expression "droit de retrait" ont été publiées sur les réseaux sociaux. La discussion sur le sujet a atteint son apogée le vendredi 19 mars, tant sur Twitter que dans des groupes et des pages Facebook de l'écosystème militant (Gilets jaunes, environnementalistes, extrême gauche...). Pour une frange de ces acteurs, la médiatisation du néo-mouvement des droits de retrait, tant pour les personnels engagés à "l'avant" qu'à "l'arrière", a constitué une forme d'échappatoire après un combat, de longue haleine, contre le projet de réforme des retraites. Parmi les médias les plus actifs et les plus influents sur le sujet, *Révolution Permanente* se distingue, après avoir joué un rôle déterminant dans la couverture médiatique de l'opposition au projet de réforme des retraites cet hiver. La [publication](#) de ce média d'extrême gauche, en date du 20 mars, et dénonçant une supposée "répression" de la police après que des postiers de Croissy-sur-Seine, dans les Yvelines, aient exercé leur droit de retrait est le troisième plus relayée sur le sujet (28.8K engagements sur Facebook et 4.2K relais sur Twitter). Signe de l'influence d'acteurs gravitant hors du champ traditionnel, à la manière du compte Twitter du néo-média *Conflicts*, et qui ont une capacité forte à cadrer un sujet. (D. Liccia)

La pandémie de Covid-19 augure-t-elle l'émergence d'une société de surveillance généralisée ? - Inspirée de l'exemple de la Corée du Sud, qui a su endiguer rapidement l'épidémie de Covid-19 sur son sol, l'idée d'une surveillance des données de géolocalisation des smartphones pour prévenir la propagation de la maladie fait de plus en plus son chemin. L'objectif : retracer les interactions sociales des personnes malades au cours de leur période d'incubation, durant laquelle ceux-ci sont contagieuses sans présenter de symptômes, afin d'identifier et de mettre en quarantaine les personnes potentiellement contaminées autour d'elles. En Lombardie, les données de géolocalisation anonymisées transmises par les opérateurs téléphoniques aux autorités ont aussi permis de mesurer le respect des mesures de confinement (respecté par seulement [60% de la population](#)) et d'adapter le dispositif en place. Cette nouvelle forme de surveillance qui [pourrait être rendue possible](#) en France par la loi d'urgence sanitaire, suscite déjà l'opposition de défenseurs de la vie privée [qui alertent](#) sur les dérives de ce dispositif pour les libertés individuelles. Avec [l'emploi de drones](#) dans les grandes villes et la flambée des appels de délation relevés [dans certains commissariats](#), cette nouvelle forme de surveillance participe à nourrir une certaine inquiétude quant à l'émergence d'une société de surveillance généralisée à l'issue de l'épidémie. (J-B. Delhomme)

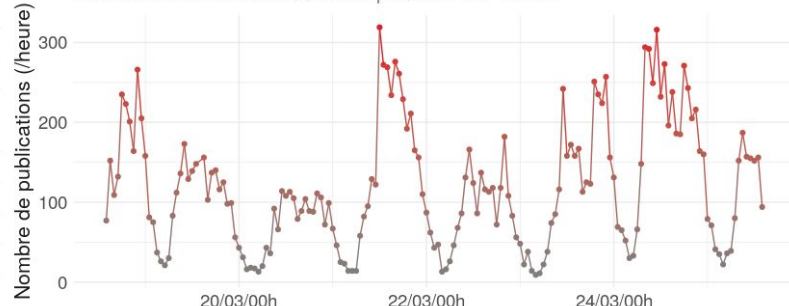
Évolution de la discussion autour du droit de retrait

Sur la base de publications issues de Facebook et Twitter



Évolution de la discussion autour de la surveillance

Sur la base des données disponibles sur Twitter



À noter | Quand la Chine vante l'efficacité de sa médecine traditionnelle contre le COVID-19 - Depuis que la pandémie de Covid-19 s'est étendue à l'Europe, la Chine manifeste sa solidarité [via l'envoi de matériel médical](#) aux pays touchés et [partage son expertise](#) en matière de lutte contre l'épidémie. Outre la promotion des mesures de "distanciation sociale", la Chine met aussi en avant les médicaments tirés de sa pharmacopée traditionnelle et les effets que ceux-ci auraient obtenu dans le traitement du Coronavirus, via le compte Twitter de son ambassade en France. Des prises de parole qui suscitent les railleries du camp des "no fake science/med" sur Twitter et ravivent les critiques à l'égard de la consommation d'animaux sauvages dans le pays, à l'origine de l'épidémie de Covid-19.



Zoom sur : les Etats-Unis

Concernant la lutte contre la crise sanitaire, de nombreux états ont mis en place des mesures restrictives : c'est le cas de l'Indiana, le Massachusetts, West Virginia ou l'Oregon ces derniers jours. **Au total 100 millions d'américains voient leurs déplacements non essentiels limités.**

La réponse en matière de politique économique s'organise autour d'un **plan de \$2.000 milliards voté par le Congrès** dans la nuit de mardi à mercredi. L'opposition entre démocrates et républicains s'est cristallisée autour des modalités de mise en oeuvre :

- la détermination du degré de contrôle et de transparence sur les prêts accordés aux entreprises par le Secrétaire au Trésor (\$500Mds)
- le ciblage des mesures à la population : la proposition initiale de l'administration prévoyait l'envoi de 3200 \$ à une famille de 4 personnes gagnant moins de 140 000 \$ par an, mais 600 \$ seulement à ceux ou celles dont le revenu est trop bas pour qu'ils paient des impôts. Les démocrates ont demandé un rééquilibrage de la mesure.

- La priorité à donner aux entreprises ou aux travailleurs : les Démocrates voulaient par exemple que les entreprises aidées prennent des engagements de maintien de leurs effectifs, et que leurs dirigeants ne puissent procéder à des rachats d'actions.

Safety First ou Economy First ? Les deux partis politiques s'opposent sur la stratégie à adopter : les Démocrates jugent essentiel de préserver la santé de la population alors que les Républicains considèrent qu'il n'est pas possible de confiner la population au risque d'aggraver la crise économique. La formule du président Donald TRUMP résume la situation : "le remède ne doit pas être pire que le mal".

Alors que les secteurs automobile et aérien ont fermé plusieurs de leurs usines, c'est le pessimisme qui prévaut au moment de parler de l'économie américaine dans sa globalité. **Les prévisions concernant le chômage et le PIB sont alarmantes :**

- Les estimations de demandes d'emplois au 31 mars vont de 2,25 millions (Goldman Sachs) à 4 millions (Citigroup) en passant par 3 millions (Bank of America).
- Les projections pour le PIB au troisième trimestre oscillent entre -12% et -14% (Bank of America et JP Morgan Chase) voire -24% et -30% (Goldman Sachs et Morgan Stanley).

À propos de nous



Xavier DESMAISON,
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.

Pour vous abonner à la newsletter, merci d'envoyer un mail à contact@antidox.fr ou ibenadibah@eslnetwork.com